« Pinocchio » et « Harry Potter » en langue arabe interdits en Israël

mercredi 13 août 2008, par BARTHE Benjamin (Date de rédaction antérieure : 12 août 2008).

JÉRUSALEM, CORRESPONDANCE

La liste des menaces qui pèsent sur l'Etat d'Israël s'est enrichie d'un nouvel article : il s'agit de la version arabe de *Pinocchio*, le célèbre conte pour enfant, créé à la fin du XIXe siècle par l'écrivain italien Carlo Collodi. Au motif que ce livre a été imprimé dans un *« pays ennemi »*, en l'occurrence le Liban, le ministère des finances israélien a interdit son importation. Cette décision vise la maison d'édition Kol Bo Sefarim, basée à Haïfa et spécialisée dans la distribution de littérature en langue arabe. Outre les mésaventures de la marionnette de Gepetto, les Palestiniens d'Israël ne pourront pas lire dans leur langue natale des ouvrages aussi subversifs que *Harry Potter* et *L'Alchimiste de Paulo Coelho*.

En guise de justification, le ministère des finances israélien cite une ordonnance émise en 1939, à l'époque du mandat britannique en Palestine, qui prohibe tout commerce avec des *« pays ennemis »*. Si ces livres avaient été imprimés en Egypte ou en Jordanie, les deux seuls pays arabes en paix avec l'Etat juif, leur vente aurait été possible. Mais provenant du Liban, la bête noire de la diplomatie israélienne avec l'Iran et la Syrie, ils ne peuvent pas franchir les frontières d'Israël. *« C'est absurde*, s'exclame Salah Abassi, le patron de la maison d'édition, interrogé par le quotidien *Maariv*. *Israël fait déjà du commerce avec la Syrie. Des pommes du Golan sont envoyées à Damas à travers le point de passage de Kuneitra. Nous sommes au XXIe siècle. Il s'agit de belles lettres, pas de produits toxiques. »*

Visiblement, les douanes locales ne l'entendent pas de cette oreille. Il y a deux ans, elles avaient saisi à la frontière avec la Jordanie un chargement de 4 000 livres commandés par M. Abassi. Parce que les ouvrages avaient été imprimés au Liban et en Syrie, ils avaient été envoyés au pilon. Cette nouvelle affaire émeut d'autant plus la presse israélienne que l'auteur du forfait avait été, dans le passé, à l'initiative d'une campagne de traduction en arabe de plusieurs succès de librairie israéliens qui avaient été exportés au Liban, en Arabie saoudite et à Bahreïn. Toujours prompt à dénoncer le boycottage de ses artistes par ses voisins arabes, Israël est à son tour pris en flagrant délit de censure. Il appartient désormais au ministre des finances, Roni Bar On, de lever cette sanction. Pour permettre à Pinocchio, Harry et compagnie de ravir les jeunes arabes israéliens.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 13.08.08. LE MONDE | 12.08.08 | 16h12 • Mis à jour le 13.08.08 | 12h59.